

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14897]

1^{er} OCTOBRE 2018. — Arrêté ministériel déterminant la répartition des heures de cours de formation dans le temps, fixant les modalités d'accès au test sur les capacités techniques de conduite et établissant le journal de bord comme modalité de vérification des conditions d'accès à l'examen pratique

Le Ministre de la Mobilité,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, les articles 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990 et 47, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 ;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, l'article 25, § 6, alinéa 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 ;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, l'article 20, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 8 janvier 2013 ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, les articles 7/1, § 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 et 8, § 1^{er}, alinéa 2, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 ;

Vu le rapport du 24 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 3 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par l'instructeur breveté : l'instructeur d'une école de conduite agréée disposant d'une autorisation d'enseigner théorique ou pratique en cours de validité conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur.

Art. 2. La répartition des heures de cours prévues aux articles 14, 14bis, et 15 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, est fixée comme suit :

1^o toute formation obligatoire de plus de trois heures est répartie sur minimum deux journées ; exceptées les catégories du groupe 2, le permis B+E, et le permis avec code 96 ;

2^o sur une même journée est dispensé, à un même élève :

a) un maximum de trois heures de cours théoriques ;

b) un maximum de quatre heures de cours pratiques ;

3^o après deux heures de cours pratiques, une période de minimum deux heures est allouée à l'élève avant de reprendre la formation. Toutefois, cette obligation ne s'applique pas aux formations du groupe 2, au permis B+E, et au permis avec code 96.

Les cours de trois heures, prévus à l'article 14bis du même arrêté, comportent une partie théorique de maximum une heure et demie, et une partie pratique.

Art. 3. Les modalités des heures de cours prévues à l'article 7/1 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, sont fixées comme suit :

1^o les cours se donnent dans les locaux agréés des écoles de conduite agréées ;

2^o les cours peuvent, toutefois, être dispensés à distance, par le biais d'une plateforme électronique, tel que prévus à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 organisant le rendez-vous pédagogique en ligne.

Art. 4. § 1^{er}. Le journal de bord est rempli et contrôlé de la manière suivante :

1^o le journal de bord est complété par le titulaire d'un permis de conduire provisoire B, avec guide, qui a réussi l'examen théorique à partir du 1^{er} juillet 2018, et qui a suivi le rendez-vous pédagogique visé à l'article 7/1 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B. Le journal de bord est également complété par le ou les guides de ce même candidat ;

a) le journal de bord contient les progrès du titulaire du permis de conduire provisoire avec guide, ainsi que le nombre de kilomètres parcourus durant le stage visé à l'article 8, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B. Seuls les kilomètres parcourus après la délivrance du permis de conduire provisoire et après la délivrance de l'attestation de participation au rendez-vous pédagogique du candidat et le cas échéant, de son ou ses guides, entrent en ligne de compte pour le calcul des 1500 kilomètres exigés à l'article 8, § 1^{er}, 4^o, du même arrêté ;

b) le journal de bord du candidat reprend le nombre de kilomètres affichés au compteur du véhicule, avant le démarrage de chaque cours pratique, ainsi que le nombre de kilomètres affichés au compteur du véhicule, à la fin de chaque cours pratique ;

c) le journal de bord contient le prénom, le nom, et le numéro de registre national du candidat au permis B et de son guide. Le guide, prend note du total des kilomètres parcourus, et détaille la feuille de route de chaque journée ;

2^o le journal de bord est complété par le titulaire d'un permis de conduire provisoire B sans guide, qui a réussi l'examen théorique à partir du 1^{er} juillet 2018 ;

a) le journal de bord, dans le cadre du stage visé à l'article 8, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, contient les progrès du candidat, ainsi que le nombre total de kilomètres affichés au compteur du véhicule, à la fin du stage. Seuls les kilomètres parcourus, à partir de la date de délivrance du permis provisoire, entrent en ligne de compte pour le calcul des 1500 kilomètres exigés à l'article 8, § 1^{er}, 4^o, du même arrêté ;

b) le journal de bord du candidat contient le nombre de kilomètres affichés au compteur du véhicule, avant le démarrage de chaque cours pratique, ainsi qu'à la fin de chaque cours pratique. Il prend aussi note du total des kilomètres parcourus, et détaille la feuille de route de chaque journée ;

3° le journal de bord n'est pas complété par le candidat titulaire d'un permis de conduire provisoire de la catégorie B, en cours de validité, qui a réussi l'examen théorique avant le 1^{er} juillet 2018 ;

a) le stage effectué par ce candidat, est pris en considération pour le calcul du délai visé à l'article 8, § 1^{er}, 3° de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B ;

b) la présentation d'une déclaration sur l'honneur, dûment signée par ce candidat, suffit pour accomplir la condition visée à l'article 8, § 1^{er}, 4°, du même arrêté ;

c) la condition de formation du guide visée à l'article 39, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, ne s'applique pas à ce candidat.

§ 2. Le journal de bord est présenté par les candidats visés au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, dûment complété, au moment de se présenter à l'examen pratique. Les centres d'examen vérifient la conformité à la condition visée à l'article 8, § 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, en consultant le contenu du journal de bord.

Art. 5. Le contenu du rendez-vous pédagogique, visé à l'article 7/1, § 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, est repris en annexe 1^{re}.

Art. 6. Pour pouvoir se présenter au test sur les capacités techniques, le candidat se présente au centre d'examen :

1° muni des documents prévus aux articles 25, § 6, alinéa 4, et 35 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ;

2° à bord d'un véhicule répondant aux conditions de l'article 38, §§ 3, 13, 14 et 15, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ou à bord d'un véhicule d'apprentissage de l'école de conduite agréée, qui satisfait aux conditions visées à l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, lorsque le candidat se présente avec un instructeur breveté ;

3° accompagné, outre de l'examineur, d'un instructeur breveté. Si le candidat est titulaire d'un permis de conduire provisoire avec guide, il est accompagné, outre de l'examineur, d'un instructeur breveté ou d'un guide répondant aux conditions des articles 7/1, § 2, 7/2 et 7/3 de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B. Le candidat titulaire d'un permis de conduire provisoire avec guide, et le cas échéant son guide, présente une attestation d'enseignement relative à la formation prévue à l'article 7/1, § 3, datée d'au moins trois mois.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2018.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

Annexe. Programme — Rendez-vous pédagogique

Chapitre 1^{er} : Introduction

- Présentation des différentes filières ;
- Pourquoi un rendez-vous pédagogique ?
 - o La conduite d'un véhicule est une tâche complexe (processus d'automatisation de la conduite) ;
 - o Sensibilisation à la conduite responsable, et aux enjeux de la sécurité routière ;
 - o Les obligations de l'apprenant ;
 - o Les obligations et rôle du guide.
- Pourquoi un e-learning ?
 - o A qui est destiné cet e-learning ?

Chapitre 2 : Identification des facteurs de risque

- Les différents facteurs de risque ;
- Le rôle du guide dans l'approche des situations à risque, la conscientisation des comportements à risque, les attitudes et la mentalité à adopter ;
- Rappel des notions de physique de base :
 - o Surface de contact des pneus avec la route ;
 - o Influence de la vitesse (vidéo crash à 50km/h, 70km/h, 90km/h) ;
- Rappel sur les usagers faibles (taux de mortalité par rapport à la vitesse) ;
- Illustrer les conséquences des comportements à risque ;
- Statistiques d'accidentologie.

Chapitre 3 : Les obligations concernant le véhicule

- Spécificités du véhicule durant l'apprentissage et pour présenter l'examen pratique ;
- Etat technique du véhicule ;
- Obligations administratives (Assurance, taxes, immatriculation ...).

Chapitre 4 : Processus d'apprentissage

- Qu'est-ce que le journal de bord ou roadbook ?
- Comment utiliser le journal de bord ?
- Quelles sont les différentes phases de l'apprentissage ?
- Comment choisir les lieux d'apprentissage ?
- Introduction à la matrice GDE.

Chapitre 5 : Objectifs à atteindre

- Test de perception des risques
 - o Qu'est-ce que le test de perception des risques ?
 - o Quels sont ses objectifs en termes de comportement à acquérir ?

- Certificat d'aptitude
 - o Qu'est-ce que le certificat d'aptitude ?
 - o Quels sont ses objectifs en termes de comportement à acquérir ?
- Examen final
 - o Qu'est-ce que l'examen final ?
 - o Quels sont ses objectifs en termes de comportement à acquérir ?

Liens utiles

- Sites Web des centres d'examen
- Site Web AWSR
- Site Web DGO2
- www.monpermisdeconduire.be
- www.ottocoach.be

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 1^{er} octobre 2018 déterminant la répartition des heures de cours de formation dans le temps, fixant les modalités d'accès au test sur les capacités techniques de conduite et établissant le journal de bord comme modalité de vérification des conditions d'accès à l'examen pratique.

Namur, le 1^{er} octobre 2018.

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/14897]

1. OKTOBER 2018 — Ministerieller Erlass zur zeitlichen Verteilung der Unterrichtsstunden, zur Festlegung der Modalitäten für den Zugang zum Test der technischen Fahrtauglichkeit und zur Bestimmung des Logbuchs als Mittel zur Prüfung der Bedingungen für den Zugang zur praktischen Prüfung

Der Minister für Mobilität,

Aufgrund des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 23, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976 und abgeändert durch die Gesetze vom 29. Februar 1984 und vom 18. Juli 1990, und Artikel 47, ersetzt durch das Gesetz vom 9. Juli 1976;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein, Artikel 25 § 6 Absatz 3, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen, Artikel 20 Absatz 2, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 8. Januar 2013;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B, Artikel 7/1 § 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2018, und Artikel 8 § 1 Absatz 2, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2017;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 24. Juli 2018;

Aufgrund des am 3. August 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung des Ausbleibens einer Mitteilung des Gutachtens innerhalb dieser Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

Artikel 1 - Zu Zwecken der Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses versteht man unter dem Begriff "geprüfter Fahrschullehrer" den in einer zugelassenen Fahrschule tätigen Lehrer, der über eine gültige Unterrichtsgenehmigung gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen von Fahrschulen für den theoretischen oder praktischen Unterricht verfügt.

Art. 2 - Die Verteilung der Unterrichtsstunden nach Artikel 14, 14*bis* und 15 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein wird wie folgt festgelegt:

1° jede obligatorische Ausbildung von mehr als drei Stunden wird auf mindestens zwei Tage verteilt, mit Ausnahme der Kategorien der Gruppe 2, des Führerscheins B+E und des Führerscheins mit dem Code 96;

2° an ein und demselben Tag werden einem Schüler:

- a) höchstens drei Stunden theoretischen Unterrichts erteilt;
- b) höchstens vier Stunden praktischen Unterrichts erteilt;

3° nach zwei Stunden praktischen Unterrichts werden dem Schüler mindestens zwei Stunden Pause gewährt, bevor die Ausbildung wieder aufgenommen wird. Diese Verpflichtung gilt nicht für die Ausbildungen der Gruppe 2, den Führerschein B+E und den Führerschein mit dem Code 96.

Die in Artikel 14*bis* desselben Erlasses vorgesehenen dreistündigen Unterrichte umfassen einen theoretischen Teil, der höchstens anderthalb Stunden dauert, und einen praktischen Teil.

Art. 3 - Die Modalitäten für die in Artikel 7/1 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B vorgesehenen Unterrichtsstunden werden wie folgt festgelegt:

1° die Lehrgänge finden in den zugelassenen Räumlichkeiten der zugelassenen Fahrschulen statt;

2° die Lehrgänge können jedoch in der Form von Fernunterricht über eine elektronische Plattform erteilt werden, so wie im Ministeriellen Erlass vom 1. Oktober 2018 über die Veranstaltung des pädagogischen Online-Termins vorgesehen.

Art. 4 - § 1. Das Logbuch wird wie folgt ausgefüllt und kontrolliert:

1° das Logbuch wird von Inhaber eines Schulungsführerscheins B mit Begleiter, der ab dem 1. Juli 2018 die theoretische Prüfung bestanden hat, und an dem pädagogischen Termin nach Artikel 7/1 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B teilgenommen hat, ausgefüllt. Das Logbuch wird ebenfalls von dem bzw. den Begleitern dieses Bewerbers ausgefüllt;

a) das Logbuch weist die Fortschritte des Inhabers des Schulungsführerscheins B mit Begleiter, sowie die Anzahl der während des Fahrpraktikums nach Artikel 8 § 1 Ziffer 3 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B zurückgelegten Kilometer auf. Für die Berechnung der kraft Artikel 8 § 1 Ziffer 4 dieses Erlasses verlangten 1500 Kilometer werden nur diejenigen Kilometer berücksichtigt, die nach der Ausstellung des Schulungsführerscheins und nach der Ausstellung der Bescheinigung für die Teilnahme des Bewerbers und gegebenenfalls seines bzw. seiner Begleiter am pädagogischen Termin zurückgelegt wurden;

b) das Logbuch des Bewerbers weist die Anzahl Kilometer auf, die am Kilometerzähler des Fahrzeugs vor dem Anfang jedes praktischen Lehrgangs angezeigt sind, sowie die Anzahl Kilometer, die am Kilometerzähler des Fahrzeugs am Ende jedes praktischen Lehrgangs angezeigt sind;

c) das Logbuch weist den Vornamen, den Namen und die Nationalregisternummer des Bewerbers um den Führerschein B und seines Begleiters auf. Der Begleiter notiert die Anzahl zurückgelegter Kilometer und füllt das Fahrtenblatt für jeden einzelnen Tag aus;

2° das Logbuch wird vom Inhaber eines Schulungsführerscheins B ohne Begleiter ausgefüllt, der die theoretische Prüfung ab dem 1. Juli 2018 bestanden hat,

a) das Logbuch weist im Rahmen des Fahrpraktikums nach Artikel 8 § 1 Ziffer 3 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B die Fortschritte des Bewerbers sowie die Gesamtanzahl der am Ende des Fahrpraktikums am Kilometerzähler des Fahrzeugs angezeigten Kilometer auf. Nur die Kilometer, die ab dem Datum der Ausstellung des Schulungsführerscheins zurückgelegt wurden, kommen für die Berechnung der in Artikel 8 § 1 Ziffer 4 desselben Erlasses vorgeschriebenen 1500 Kilometer in Betracht;

b) das Logbuch des Bewerbers weist die Anzahl Kilometer auf, die am Kilometerzähler des Fahrzeugs vor dem Anfang jedes praktischen Lehrgangs angezeigt sind, sowie die Anzahl Kilometer, die am Kilometerzähler des Fahrzeugs am Ende jedes praktischen Lehrgangs angezeigt sind. Er notiert ebenfalls die Anzahl zurückgelegter Kilometer und füllt das Fahrtenblatt für jeden einzelnen Tag aus;

3° das Logbuch wird nicht vom Bewerber ausgefüllt, der Inhaber eines gültigen Schulungsführerscheins B ist, der die theoretische Prüfung vor dem 1. Juli 2018 bestanden hat;

a) das von diesem Bewerber absolvierte Fahrpraktikum wird für die Berechnung der Frist nach Artikel 8 § 1 Ziffer 3 des Königlichen Erlasses über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B berücksichtigt;

b) die Vorlage einer von diesem Bewerber unterzeichneten ehrenwörtlichen Erklärung genügt, um die in Artikel 8 § 1 Ziffer 4 dieses Erlasses genannte Bedingung zu erfüllen;

c) die Bedingung in Bezug auf die Ausbildung des Begleiters nach Artikel 39 § 3 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein gilt nicht für diesen Bewerber.

§ 2. Die in Paragraph 1 Ziffern 1 und 2 genannten Bewerber legen das ordnungsgemäß ausgefüllte Logbuch vor, wenn sie sich für die praktische Prüfung vorstellen. Die Prüfungszentren prüfen die Einhaltung der in Artikel 8 § 1 Ziffer 4 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B genannten Bedingungen, indem sie das Logbuch kontrollieren.

Art. 5 - Der Inhalt des pädagogischen Termins nach Artikel 7/1 § 2 Absatz 3 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B wird in Anhang 1 übernommen.

Art. 6 - Zu Zwecken der Vorstellung bei dem Test der technischen Fahrtüchtigkeit wird der Bewerber im Prüfungszentrum vorstellig

1° mit den im Königlichen Erlass vom 23. März 1998 über den Führerschein vorgesehenen Dokumenten;

2° an Bord eines Fahrzeugs, das den Bedingungen von Artikel 38 §§ 3, 13, 14 und 15 des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein genügt, oder, wenn der Bewerber sich mit einem geprüften Fahrschullehrer vorstellt, an Bord eines Schulungsfahrzeugs der zugelassenen Fahrschule, das den Bedingungen nach dem Königlichen Erlass vom 11. Mai 2004 über die Zulassungsbedingungen für Fahrschulen genügt;

3° in Begleitung, neben dem Prüfer, eines geprüften Fahrschullehrers. Wenn der Bewerber Inhaber eines Schulungsführerscheins mit Begleiter ist, wird er, neben dem Prüfer, von einem geprüften Fahrschullehrer oder von einem Begleiter, der die in Artikel 7/1 § 2, 7/2 und 7/3 des Königlichen Erlasses vom 10. Juli 2006 über den Führerschein für Fahrzeuge der Klasse B erwähnten Bedingungen erfüllt, begleitet. Der Bewerber, der Inhaber eines Schulungsführerscheins mit Begleiter ist, und gegebenenfalls sein Begleiter, legt eine wenigstens drei Monate alte Schulungsbescheinigung in Bezug auf die in Artikel 7/1 § 3 vorgesehene Schulung vor.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2018 wirksam.

Namur, den 1. Oktober 2018

C. DI ANTONIO

Anhang - Programm - Pädagogischer Termin**Kapitel 1 - Einleitung**

- Darstellung der verschiedenen Ausbildungswege;
- Warum ein pädagogischer Termin ?
 - o Das Führen eines Fahrzeugs ist eine komplexe Aufgabe (automatisierte Fahrprozesse);
 - o Sensibilisierung für eine verantwortungsvolle Fahrweise und für die Herausforderungen der Verkehrssicherheit;
 - o Die Verpflichtungen des Lernenden;
 - o Die Verpflichtungen und die Rolle des Begleiters.
- Warum das e-learning?
 - o Für wen ist das e-learning bestimmt?

Kapitel 2 - Identifizierung der Risikofaktoren

- Die verschiedenen Risikofaktoren;
- Die Rolle des Begleiters beim Ansatz für Risikosituationen, die Sensibilisierung für riskante Verhaltensweisen, die korrekte Gesinnung und die besten Vorgehensweisen;
- Erinnerung an grundlegende physikalische Konzepte:
 - o Kontaktfläche der Reifen mit der Fahrbahn;
 - o Einfluss der Geschwindigkeit (Unfallvideo bei 50km/h, 70km/h, 90km/h);
- Hinweis auf die schwachen Verkehrsteilnehmer (Sterblichkeitsrate im Verhältnis zur Geschwindigkeit);
- Veranschaulichung der Konsequenzen von riskanten Verhaltensweisen;
- Unfallstatistik.

Kapitel 3 - Verpflichtungen in Bezug auf das Fahrzeug

- Spezifische Merkmale des Fahrzeugs während der Schulung und der praktischen Prüfung;
- Technischer Zustand des Fahrzeugs;
- Verwaltungsbezogene Verpflichtungen (Versicherung, Steuern, Zulassung, ...)

Kapitel 4 - Lernprozess

- Was ist ein Logbuch (journal de bord - roadbook)?
- Wie ist das Logbuch zu benutzen?
- Welche sind die verschiedenen Phasen der Schulung?
- Wie sind die Orte für die Schulung zu wählen?
- Einführung in die GDE-Matrix.

Kapitel 5 - Zu erreichende Ziele

- Gefahrenerkennungstest
 - o Was ist der Gefahrenerkennungstest?
 - o Welche sind die zu erreichenden Ziele, was die Verhaltensweise betrifft?
- Befähigungsnachweis
 - o Was ist der Befähigungsnachweis?
 - o Welche sind die zu erreichenden Ziele, was die Verhaltensweise betrifft?
- Schlussprüfung
 - o Worin besteht die Schlussprüfung?
 - o Welche sind die zu erreichenden Ziele, was die Verhaltensweise betrifft?

Nützliche Links

- Internetseiten der Prüfungszentren
- Internetseite der Wallonischen Agentur für Verkehrssicherheit (AWSR)
- Internetseite der OGD2
- www.monpermisdeconduire.be
- www.ottocoach.be

Gesehen, um dem Ministeriellen Erlass vom 1. Oktober 2018 zur zeitlichen Verteilung der Unterrichtsstunden, zur Festlegung der Modalitäten für den Zugang zum Test der technischen Fahrtüchtigkeit und zur Bestimmung des Logbuchs als Mittel zur Prüfung der Bedingungen für den Zugang zur praktischen Prüfung als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 1. Oktober 2018

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/14897]

1 OKTOBER 2018. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de verdeling van de opleidingsuren over de tijd, tot vaststelling van de toegangsmodaliteiten tot het examen over de technische rijvaardigheden en tot vaststelling van het logboek als middel om de voorwaarden voor de toegang tot het praktijkexamen te controleren

De Minister van Mobiliteit,

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, de artikelen 23, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990 en 47, vervangen bij de wet van 9 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, artikel 25, § 6, derde lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, artikel 20, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 januari 2013 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, de artikelen 7/1, § 2, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2018 en 8, § 1, tweede lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017;

Gelet op het verslag van 24 juli 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen gericht aan de Raad van State op 3 augustus 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is uitgebracht binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit, dient te worden verstaan onder gebrevetteerde instructeur: de instructeur van een erkende rijkschool die in het bezit is van een geldige theoretische of praktische onderwijsvergunning overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen.

Art. 2. De verdeling van de lesuren bedoeld in de artikelen 14, 14*bis*, en 15 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, wordt vastgesteld als volgt:

1° elke verplichte opleiding van meer dan drie uur wordt verdeeld over minstens twee dagen; behalve voor de categorieën van groep 2, het B+E rijbewijs en het rijbewijs met code 96;

2° op eenzelfde dag, wordt verstrekt, aan eenzelfde leerling:

hoogstens drie uur theoretisch onderricht;

b) hoogstens vier uur praktisch onderricht ;

3° na twee uur praktisch onderricht, wordt een periode van minstens twee uur verstrekt aan de leerling voordat de opleiding wordt hervat. Deze verplichting is evenwel niet van toepassing op de opleidingen van groep 2, op het B+E rijbewijs, en op het rijbewijs met code 96.

De lessen van drie uur , bedoeld in artikel 14*bis* van hetzelfde besluit, bestaan uit een theoretische gedeelte van hoogstens anderhalf uur, en een praktisch gedeelte.

Art. 3. De modaliteiten m.b.t. de lesuren bedoeld in artikel 7/1 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, worden vastgesteld als volgt:

1° de lessen worden gegeven in de goedgekeurde lokalen van de erkende rij scholen;

2° de lessen kunnen echter op afstand worden gegeven, door middel van een elektronisch platform, zoals bedoeld in het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot organisatie van de online pedagogische afspraak.

Art. 4. § 1. Het logboek wordt als ingevuld en gecontroleerd als volgt:

1° het logboek wordt ingevuld door de houder van een voorlopig rijbewijs B, met gids, die vanaf 1 juli 2018 geslaagd is voor het theoretisch examen en die de pedagogische afspraak bedoeld in artikel 7/1 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B heeft gevolgd. Het logboek wordt ook ingevuld door de gids(en) van diezelfde kandidaat;

a) het logboek bevat de voortgang van de houder van het voorlopig rijbewijs met gids, alsook het aantal afgelegde kilometers tijdens de opleidingsperiode bedoeld in artikel 8, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B. Voor de berekening van de 1500 km vereist in artikel 8, § 1, 4°, van hetzelfde besluit, worden enkel de kilometers afgelegd na de afgifte van het voorlopig rijbewijs en na de afgifte van het getuigschrift van deelname aan de pedagogische afspraak van de aanvrager en, in voorkomend geval, van zijn gids(en), in aanmerking genomen;

b) het logboek van de kandidaat bevat het aantal kilometers dat voor aanvang van elk praktisch onderricht op de voertuigteller wordt weergegeven, alsmede het aantal kilometers dat aan het einde van elk praktisch onderricht op de voertuigteller wordt weergegeven;

c) het logboek omvat de voornaam, naam, en het rijksregisternummer van de kandidaat voor het rijbewijs B en van zijn gids. De gids neemt nota van het totale aantal afgelegde kilometers en beschrijft de routekaart van elke dag;

2° het logboek wordt ingevuld door de houder van een voorlopig rijbewijs B zonder gids, die voor het theoretische examen vanaf 1 juli 2018 is geslaagd;

a) het logboek, in het kader van de opleidingsperiode bedoeld in artikel 8, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, de voortgang van de kandidaat en het totale aantal kilometers dat op het einde van de opleidingsperiode op de voertuigteller wordt weergegeven. Enkel de afgelegde kilometers vanaf de datum van afgifte van het voorlopige rijbewijs worden in aanmerking genomen voor de berekening van de 1500 km vereist in artikel 8, § 1, 4°, van hetzelfde besluit;

b) het logboek van de kandidaat bevat het aantal kilometers dat voor aanvang van elk praktisch onderricht op de voertuigteller wordt weergegeven, alsmede aan het einde van elk praktisch onderricht. Hij neemt ook nota van het totale aantal afgelegde kilometers en beschrijft de routekaart van elke dag;

3° het logboek wordt niet ingevuld door de kandidaat die in het bezit is van een geldig voorlopig rijbewijs van categorie B en die vóór 1 juli 2018 voor het theoretische examen is geslaagd;

a) de stage uitgevoerd door deze kandidaat wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de termijn bedoeld in artikel 8, § 1, 3° van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B;

b) de overlegging van een verklaring op erewoord, behoorlijk ondertekend door de kandidaat, volstaat om te voldoen aan de voorwaarde bedoeld in artikel 8, § 1, 4°, van hetzelfde besluit;

c) de voorwaarde voor de opleiding van de gids bedoeld in artikel 39, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, is niet van toepassing op deze kandidaat.

§ 2. Het behoorlijk ingevuld logboek wordt ingediend door de in paragraaf 1, 1° en 2° bedoelde kandidaten bij het afleggen van het praktische examen. De examencentra controleren de overeenstemming met de voorwaarde bedoeld in artikel 8, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, door de inhoud van het logboek te raadplegen.

Art. 5. De inhoud van de pedagogische afspraak, bedoeld in artikel 7/1, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B wordt opgenomen in bijlage 1.

Art. 6. Om de test over de technische rijvaardigheden te kunnen afleggen, moet de kandidaat zich aanmelden bij het examencentrum:

1° met de documenten bedoeld in de artikelen 25, § 6, vierde lid, en 35, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

2° met een voertuig dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 38, §§ 3, 13, 14 en 15, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs of met een scholingsvoertuig van de erkende rijsschool, dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het koninklijk besluit van 11 mei 2004 betreffende de voorwaarden voor de erkenning van scholen voor het besturen van motorvoertuigen, wanneer de kandidaat met een gebrevetteerde instructeur zich aanmeldt;

3° vergezeld van, naast de examinerator, een gebrevetteerde instructeur. Als de kandidaat houder is van het voorlopig rijbewijs met een gids, vergezeld van, naast de examinerator, een gebrevetteerde instructeur of van een gids die voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 7/1, § 2, 7/2 en 7/3 van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B. De kandidaat, die houder is van een voorlopig rijbewijs met een gids en, in voorkomend geval, zijn gids, legt een getuigschrift van onderricht van minstens drie maanden voor, betreffende de opleiding bedoeld in artikel 7/1, § 3.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2018.

Namen, 1 oktober 2018.

C. DI ANTONIO

Bijlage. Programma – Pedagogische afspraak

Hoofdstuk 1 : Inleidende

- Voorstelling van de verschillende filières ;
- Waarom een pedagogische afspraak ?
 - o Het besturen van een voertuig is een complexe taak (rijautomatisering);
 - o Sensibilisering voor verantwoordelijk rijden, en voor het belang van verkeersveiligheid ;
 - o Verplichtingen van de leerling ;
 - o Verplichtingen en rol van de gids.
- Waarom e-learning ?
 - o Voor wie is deze e-learning bedoeld ?

Hoofdstuk 2: Identificatie van de risicofactoren

- De verschillende risicofactoren ;
- De rol van de gids bij de aanpak van risicosituaties, bewustmaking van risicogedrag, attitude en mentaliteit die moeten worden ingenomen;
- Herinnering van de basisbegrippen van natuurkunde:
 - o Contactvlak banden/weg ;
 - o Invloed van de snelheid (video crash op 50 km/u, 70 km/u, 90 km/u) ;
- Herinnering betreffende zwakke weggebruikers (sterftecijfer ten opzichte van snelheid);
- Illustratie van de gevolgen van risicogedrag;
- Statistieken van ongevallen.

Hoofdstuk 3 : Verplichtingen betreffende het voertuig

- Karakteristieken van het voertuig tijdens de scholing en om het praktisch examen af te leggen ;
- Technische toestand van het voertuig ;
- Administratieve verplichtingen (Verzekering, belastingen, inschrijving, ...).

Hoofdstuk 4 : Leerproces

- Wat is het logboek of roadbook ?
- Hoe gebruikt men het logboek ?
- Wat zijn de verschillende leerprocessen ?
- Hoe kiest men leerplaatsen ?
- Inleiding tot de matrix GDE ?

Hoofdstuk 5 : Te bereiken doelstellingen

- Risicoperceptietest
 - o Wat is de risicoperceptietest ?
 - o Wat zijn de doelstellingen ervan inzake aan te leren gedrag?
 - Bekwaamheidsgetuigschrift
 - o Wat is het bekwaamheidsgetuigschrift ?
 - o Wat zijn de doelstellingen ervan inzake aan te leren gedrag?
 - Eindexamen
 - o Wat is het eindexamen ?
 - o Wat zijn de doelstellingen ervan inzake aan te leren gedrag?
- Nuttige links
- Websites van de examencentra
 - Website AWSR
 - Website DGO2
 - www.monpermisdeconduire.be
 - www.ottocoach.be

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot vaststelling van de verdeling van de opleidingsuren over de tijd, tot vaststelling van de toegangsmodaliteiten tot het examen over de technische rijvaardigheden en tot vaststelling van het logboek als middel om de voorwaarden voor de toegang tot het praktijkexamen te controleren.

Namen, 1 oktober 2018.

C. DI ANTONIO



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14898]

1^{er} OCTOBRE 2018. — Arrêté ministériel organisant le rendez-vous pédagogique en ligne, par le biais d'une plateforme électronique, en exécution de l'article 7/1, § 2, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B

Le Ministre de la Mobilité,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, les articles 23, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990 et 47, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 ;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B, l'article 7/1, § 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 ;

Vu le rapport du 24 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 3 août 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le candidat au permis B qui a réussi l'examen théorique à partir du 1^{er} juillet 2018, qui souhaite, dans le cadre du stage visé à l'article 8, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B continuer son apprentissage avec l'assistance d'un guide, peut suivre, ainsi que son ou ses guides, un rendez-vous pédagogique à distance, dénommé ci-après le rendez-vous.

§ 2. Le rendez-vous est dispensé par les organismes désignés en annexe de cet arrêté, dénommés ci-après « l'organisme ». Cette désignation a une validité de cinq ans à compter de la date de la décision de désignation.

§ 3. L'organisme qui souhaite être désigné, adresse au Directeur général de la Direction Générale qui a, au sein du Service Public de Wallonie, le permis de conduire dans ses attributions ou son délégué, une demande d'autorisation pour dispenser le rendez-vous, par voie électronique recommandée.

Les documents suivants sont joints à la demande :

1^o l'acte constitutif de la société ainsi que ses modifications ;

2^o un extrait du casier judiciaire, datant de moins de trois mois attestant du respect des conditions prévues à l'article 12, § 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 11 mai 2004 relatif aux conditions d'agrément des écoles de conduite des véhicules à moteur, pour les personnes qui représentent légalement l'organisme qui introduit sa demande.

L'organisme est informé par écrit, au plus tard trois mois à compter de la réception de sa demande, du caractère complet ou incomplet de sa demande.

A défaut d'un dossier complet dans un délai de trois mois à compter de la date de réception de la lettre ayant signifié le caractère incomplet de la demande, la demande d'agrément est classée sans suite.

Pour obtenir la désignation, l'organisme demandeur prouve qu'il réunit tous les critères de qualité exigés par cet arrêté pour dispenser le rendez-vous. Ces critères seront vérifiés par le directeur général de la Direction générale qui a, au sein du Service public de Wallonie, le permis de conduire dans ses attributions ou son délégué.